

**Arrêté préfectoral complémentaire
levant l'obligation de garanties financières
Société LAFARGEHOLCIM GRANULATS
Commune de Choisy-au-Bac**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres I^{er} et V des parties législative et réglementaire ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2017 autorisant la société LAFARGE GRANULATS FRANCE à exploiter une carrière alluvionnaire sur le territoire de la commune de Choisy-au-Bac ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2021 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27 juillet 2017 à la société LAFARGE GRANULATS FRANCE notamment la durée d'autorisation d'exploitation de son site de Choisy-au-Bac ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le récépissé du 20 février 2018 donnant acte à la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS du changement de dénomination sociale pour les carrières exploitées par la société LAFARGE GRANULATS FRANCE ;

Vu la notification de cessation d'activité de la carrière par l'exploitant du 2 septembre 2025 ;

Vu les attestations SECUR, MEMOIRE et TRAVAUX établies par le cabinet certifié RAMBOLL FRANCE SAS le 8 octobre 2025 ;

Vu le dossier de cessation d'activité et de remise en état de la carrière du 20 octobre 2025 ;

Vu le rapport et les propositions du 15 janvier 2026 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 26 janvier 2026 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant sur ce projet indiquée par courriel du 26 janvier 2026 ;

Considérant ce qui suit :

1. Le cabinet certifié RAMBOLL FRANCE SAS atteste, sans réserve :

- que l'exploitant a mis en œuvre sur son site les mesures de sécurité de l'ensemble des installations mises à l'arrêt définitif de sa carrière, conformément aux dispositions de l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement ;
- de l'adéquation des mesures proposées par l'exploitant pour la réhabilitation du site ;
- que les travaux réalisés sont cohérents avec le mémoire de réhabilitation ou, le cas échéant, avec les objectifs prescrits par le préfet et que l'état du site est compatible avec l'usage futur défini ;

2. Dès lors, rien ne s'oppose à la levée de l'obligation de garanties financières imposées par l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2017 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1 : Levée de l'obligation de garanties financières

Il est mis fin à l'obligation de garanties financières imposées par l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2017 à la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS, pour l'exploitation de sa carrière sur la commune de Choisy-au-Bac (60).

Article 2 : Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée dans le délai de deux mois au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

1° à compter du jour de notification par le pétitionnaire ou l'exploitant ;

2° à compter de l'affichage en mairie ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture par les tiers intéressés.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à l'autorité préfectorale et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 3 : Décision et notification

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Choisy-au-Bac pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Choisy-au-Bac fait connaître, par procès verbal adressé à l'autorité préfectorale, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 : Execution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Choisy-au-Bac, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **02 FEV. 2026**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

DESTINATAIRES :

Société LAFARGEHOLCIM GRANULATS

Le Maire de la commune de Choisy-au-Bac

Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'Inspecteur de l'environnement s/c du Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

